Indésirables – indesiderabili. Les camps de la France de Vichy et de l'Italie fasciste, *Chroniques allemandes*, Revue du Centre d'études et de recherches allemandes et autrichiennes contemporaines

Université Stendhal-Grenoble 3, sous la direction de Carlo Saletti et Christian Eggers, n° 12, 2008, 274 pp., ISBN 978 82843 10167.

Jean-Marc Dreyfus

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1261>

DOI : 10.4000/chs.1261

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 144-146

ISBN : 978-2-600-01515-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jean-Marc Dreyfus, « Indésirables – indesiderabili. Les camps de la France de Vichy et de l'Italie fasciste, *Chroniques allemandes*, Revue du Centre d'études et de recherches allemandes et autrichiennes contemporaines », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 15, n°1 | 2011, mis en ligne le 06 mars 2013, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1261>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2022.

© Droz

Indésirables – indesiderabili. Les camps de la France de Vichy et de l'Italie fasciste, *Chroniques allemandes*, Revue du Centre d'études et de recherches allemandes et autrichiennes contemporaines

Université Stendhal-Grenoble 3, sous la direction de Carlo Saletti et Christian Eggers, n° 12, 2008, 274 pp., ISBN 978 82843 10167.

Jean-Marc Dreyfus

RÉFÉRENCE

Indésirables – indesiderabili. Les camps de la France de Vichy et de l'Italie fasciste, *Chroniques allemandes*, Revue du Centre d'études et de recherches allemandes et autrichiennes contemporaines, Université Stendhal-Grenoble 3, sous la direction de Carlo Saletti et Christian Eggers, n° 12, 2008, 274 pp., ISBN 978 82843 10167.

- 1 Ce volume rassemble les actes du colloque de Vérone des 23 et 24 mars 2001. Si tant d'années se sont écoulées jusqu'à la publication, c'est, expliquent les éditeurs, non seulement pour des raisons financières mais aussi parce que le sujet de l'internement demeure difficile, dans une conjoncture politique en France et en Italie qui a vu la multiplication des lieux d'enfermement d'étrangers. La grande originalité de ce colloque fut de tenter une comparaison entre camps français et camps italiens, ce qui n'avait jamais été fait auparavant (les comparaisons, rares, qui avaient été tentées

l'avaient toutes été avec les camps allemands) et les contributeurs ont exprimé leur étonnement de constater combien les similitudes étaient fréquentes. Dans une introduction fort éclairante, Christophe Eggers détaille les enjeux de la comparaison, qui va au delà de la simple histoire administrative de la mise à l'écart : elle interroge la nature des régimes en place (Vichy et le fascisme italien) et la place du racisme en leur sein, le rapport à l'Allemagne nazie et la place de ces lieux dans la Solution finale, la place de la violence coloniale dans la genèse des camps (elle aurait été plus grande en Italie qu'en France). Il est intéressant de noter que les deux historiographies, la française et l'italienne, ont été longtemps marginales au sein des systèmes universitaires respectifs et qu'elles ont toutes deux émergé à la faveur de recherches venues de l'extérieur : celle sur les exilés allemands et espagnols pour la France et celle sur les camps en Yougoslavie pour l'Italie. Dans les différentes contributions, de longueur et de densité inégales, le lecteur français familier avec l'histoire de l'enfermement dans son pays lira plus volontiers les contributions sur l'Italie : sur les camps italiens, rien ou presque n'existe en français. Les convergences entre les deux systèmes – malgré les différences politiques, ce qui incline à tenir compte de l'état de guerre – sont aussi nombreuses que les divergences. Pourtant, une différence majeure dans la genèse des deux systèmes d'enfermement fut que si en France, l'indésirable fut tout d'abord l'étranger, en Italie, il était Italien. Les deux systèmes de camps furent tous les deux basés sur des textes législatifs. Anne Grynberg décrit dans son article les textes de lois français et les ordonnances qui encadrèrent l'enfermement, à partir de 1938 (les premiers internés le furent en janvier 1939). Elle montre les différentes ruptures législatives, y compris sous la République finissante : le 18 novembre 1939, un décret-loi étendit les mesures d'internement. Ce fut une véritable « loi d'exception » puisque la décision de l'internement était transférée de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative, en fait aux préfets. Elle conclut « Sans adhérer à l'idée parfois soutenue d'une continuité quasi 'filiale' entre Daladier et Pétain dans ce domaine, il importe néanmoins d'évaluer ce pernicieux héritage et de s'interroger sur les engrenages qui, en temps de crise économique, sociale et politique, peuvent conduire un État démocratique à déroger au droit et aux libertés fondamentales et à préparer les esprits au repli xénophobe et antisémite ». En Italie, explique Enzo Collotti, les deux tournants majeurs eurent lieu, le premier en novembre 1926, avec l'adoption de la loi de *confinato*, c'est-à-dire d'assignation à résidence, au moment de la promulgation des lois fascistissimes, et de la dérive autoritaire du régime et le second en 1938. Les lieux d'assignation ne furent pas tous originaux : la plupart avait déjà servi après l'unification du Royaume d'Italie, comme par exemple les îles Lipari. Probablement 10 000 personnes furent ainsi envoyées dans des îlots désolés de la côte adriatique. La plupart furent des opposants politiques mais il y eut aussi des membres de groupes religieux minoritaires (Témoins de Jéhova, Pentecôtistes) et des 'asociaux'. Le deuxième tournant eut lieu en 1938, avec la promulgation du « Texte unique des lois de guerre », qui organisait l'internement. Le 1^{er} juin, les Juifs étrangers ressortissants d'États en guerre furent internés également. Si les conditions d'internement se maintinrent à un niveau décent en Italie même, elles se dégradèrent rapidement en Yougoslavie occupée. La plupart des camps d'Italie même étaient situés dans le sud de la péninsule. Paradoxalement, l'internement de Juifs dans ce même sud les protégea de la déportation, à partir de l'occupation allemande de l'automne 1943. La deuxième partie du volume rassemble les contributions sur les internés. Marie Rafaneau-Roj décrit les premiers internés des camps français, les réfugiés espagnols de la *Retirada* et détaille les

différents types de camp : les camps disciplinaires, les plus durs, où furent internés les réfugiés considérés comme suspects ou dangereux pour l'ordre public. Le plus documenté est celui du Vernet d'Ariège, grâce particulièrement au célèbre témoignage d'Alfred Koestler *La lie de la terre*, publié dès 1941 en Grande-Bretagne. Si nombreux furent les Espagnols à être soumis au travail obligatoire dans les CTE/GTE, les groupements de travailleurs étrangers (sur lesquels l'historiographie est restée pratiquement muette jusqu'à aujourd'hui), ils bénéficièrent aussi largement de libération – et de mesures de rapatriement et d'émigration, ou même d'engagement dans la Légion étrangère. Dans sa contribution, Diane Afoumado détaille les mesures concernant les biens des internés : elle montre comment la gabegie administrative mais aussi le simple vol par les gardiens, a conduit à la non-application des mesures de protection des biens des internés, dont l'argent devait être consigné à la filiale locale de la Banque de France et, après leur déportation, à la Caisse des dépôts et consignations. Les contributions de Marie-Christine Hubert et de Giovanna Boursier décrivent la persécution des tsiganes, montrant combien l'historiographie italienne est pauvre par rapport à la française. Tone Ferenc décrit les internés slovènes et croates déportés sur l'île d'Arbe et en Italie. Gianfranco Goretti décrit l'assignation à résidence, à partir de 1938, d'au moins 300 hommes homosexuels – alors que les archives du *confinato* « civil » ne sont pas encore ouvertes aux chercheurs. Liliana Ferrari étudie enfin l'attitude du Saint-Siège face à l'internement. Celui-ci, attentif au phénomène (pour l'Italie tout au moins) décida de ne réagir que par des actions caritatives, pour des raisons principalement politiques – et aussi devant la « concurrence » sur ce terrain des Églises protestantes : « Dans l'optique de l'Église, écrit-elle, l'internement est né des calamités de la guerre, une guerre perçue à son tour comme une calamité naturelle dont les lois sont en quelque sorte indiscutables, soustraites au jugement. En la circonstance, l'Église pense ne pouvoir réagir qu'avec l'instrument de la charité ; exactement comme les ressortissants et les citoyens n'ont pas de capacité de jugement face à un conflit. L'internement n'est ni bon, ni mauvais : il est ». Il faut noter que la construction du volume est réellement faite autour de la comparaison entre les deux systèmes d'internement : les chapitres vont de pair, décrivant un aspect des camps après l'autre, même si une approche comparative plus chiffrée aurait probablement permis d'apporter d'utiles compléments.

AUTEUR

JEAN-MARC DREYFUS

Université de Manchester, Royaume-Uni

Jean-marc.Dreyfus@manchester.ac.uk